



## **RENCONTRE D'ANALYSE DU PROCESSUS DE DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF ET STRUCTURE AVEC LES RELIGIEUX**

**Rencontre d'analyse et d'accompagnement du dialogue national structuré, le  
31/5/2023**

### **« Vision sociale pour la consolidation de la paix »**

Par Mamadou Taran DIALLO

- Ancien Ministre de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN) 21/11/2018 – 29/4/2021 ;
- Président d'Honneur de l'Association Guinéenne pour la Transparence (AGT) et de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez Guinée (PCQVP G) ;
- Médaille d'Honneur du Travail de la République de Guinée, 01/10/2008.

La vision sociale, pour l'être humain, est axée sur le respect de la dignité. Elle affirme et protège les libertés, l'égalité, les droits politiques, judiciaires, économiques et sociaux. La vision est ce que l'on vise pour le futur tandis que la mission est ce qui est en train d'être accompli.

La paix, la concorde se définissent comme étant l'état des rapports entre des citoyens qui ne sont pas en conflit, l'absence de troubles, de violences, la situation d'un Etat qui n'est pas en guerre.

Pour l'ONU, qui célèbre le 21 septembre de chaque année comme journée de cessez-le feu et de non-violence, la paix c'est l'absence de guerre et la présence et le maintien de la sécurité. Ainsi paix et sécurité internationales sont indissociables et sont stipulés dans la charte des Nations Unies. Rien n'est possible sans la paix qui est indispensable au développement et à la prospérité.

« La guerre est plus facile à déclarer que la paix n'est facile à organiser » disait Emile de Girardin dans les pensées et maximes en 1867. « La paix nourrit le cultivateur, même sur des roches infertiles ; la guerre le détruit, même au milieu des plus riches campagnes » selon Méandre dans Les fragments – IVes.av.J.C

Au-delà de toutes les considérations, grâce aux actions et au patriotisme que les guinéens témoignent à leur pays, la Guinée a, jusqu'ici fort heureusement, su éviter les situations de conflit ouvert, à plus forte raison, de guerre que nombre de ses voisins ont pourtant connus : Libéria, Sierra Léone, Côte d'Ivoire, Mali.

C'est cet état de paix qu'il faut renforcer, consolider, pérenniser même. Dans ce sens, il faut veiller et prévenir les risques de repli identitaire, de tension autour des élections, de méfiance à l'égard de la classe politique, de frustration et de malaise des couches vulnérables jeunes, femmes et travailleurs.

Dans le souci de la préservation de la paix, de la promotion, de la défense des droits de l'homme et de la culture du civisme, le Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN), en 2019-2020, a produit, validé par le gouvernement les documents à usage de précieux outils pour faire face à ces récurrentes préoccupations :

1. La Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et de Renforcement de la Citoyenneté (SNPC-RC) ;
2. La Lettre Nationale de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (LNPPDH) ;

3. Le troisième rapport de l'Examen Périodique Universel (EPU) de la République de Guinée présenté devant le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) à Genève, Suisse ;
4. Le premier rapport sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC) de la République de Guinée présenté devant le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) à Genève, Suisse ;
5. La célébration de la Semaine Nationale de la Citoyenneté (SENACIP) en 2018 et en 2019.

Selon la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et de Renforcement de la Citoyenneté (SNPC-RC), les études sur les conflits en Guinée indiquent qu'ils ont des causes politiques, économiques et sociales. Les conflits politiques, particulièrement ceux liés aux élections sont les plus prégnants. Les élections divisent parce que, au lieu d'être un outil citoyen de choix des dirigeants par le vote, elles sont dévoyées et dénaturées, parfois et dans certains endroits, en moyens de confrontation et de violence pour accéder ou conserver le pouvoir.

De tout temps, en dehors de la politique et ses turbulences, les Guinéens vivent bien et paisiblement ensemble sous les symboles de notre Etat et de notre nation : le drapeau rouge, jaune, vert et la devise travail, justice, solidarité.

Le doute, la suspicion, la méfiance, l'absence de confiance entre la classe politique pose, des fois, des difficultés dans les relations entre des partis politiques. Mais il faut se battre pour que demeure, à ces niveaux, l'adversité, base de compétition et non l'animosité, source de conflit.

Ce sont ces difficultés qui nécessitent, pour règlement, un dialogue entre formations politiques entre elles d'une part et d'autre part, entre elles et le pouvoir en place pour l'accession et le maintien au pouvoir.

Faute d'accords et de résultats inclusifs, exhaustifs entre le pouvoir, toute la classe politique et de la société civile, il est fait recours aux respectés religieux du pays.

Par définition, le religieux est l'homme qui détient l'autorité religieuse dont la légitimité est telle qu'il énonce, en discours et en actes, ce qui est permis et ce qui est interdit, au nom d'un ordre d'essence supranaturelle ou suprahumaine.

Au vu du rôle, de la place des religieux, concomitamment sages dans notre société fondée sur l'éducation et la formation, leur impérieuse, infaillible réussite dans ce dialogue implique tout le monde et au premier degré le pouvoir et les forces vives qui les ont sollicités et acceptés pour cette facilitation.

Le succès de cette médiation est essentiel, déterminant pour le respect, la considération des religieux mais aussi démontrer et prouver que les guinéens peuvent discuter et s'accorder entre eux. Ultime recours, les religieux doivent poursuivre et conclure pour le bien de notre cher pays, avec succès, ce processus de dialogue. Pour ce faire, en les félicitant de ce qui est obtenu, il faut les soutenir pour le reste à faire car, à date, pour cette mission, les religieux disposent clairement de l'état du blocage et sont bien outillés et qualifiés pour en sortir, à savoir : les demandes et réclamations de chaque partie au dialogue ; les résultats obtenus ; le reste à résoudre ; les difficultés rencontrées ; les solutions requises.

Ayant certainement évalué les chances de réussite et les risques d'échec avant d'accepter ce redoutable et périlleux dialogue, les religieux dans leur être et toge de sacralisation, de mystification, de sagesse à mériter et honorer pour leur image et notoriété ont plus à gagner de conclure, de façon probante, cette facilitation, voire même mettre fin à ce « à chacun son dialogue », que de s'arrêter à ce mi - parcours. Mieux, « à une transition qui a une opposition », ils doivent aider le Conseil National pour le Redressent et le Développement (CNRD) à n'avoir pas d'opposition mais plutôt des partisans, compagnons et soutiens mobilisés et omnubilés pour le retour à l'ordre constitutionnel.

C'est à ce moment et niveau qu'il faut saluer et compter sur l'incalculable appui de la Fondation IFES dédié au processus électoral qui apporte le présent soutien à ce précieux et prestigieux facilitateur que sont les religieux.

En contribuant ainsi à conduire une transition apaisée avec un retour réussi à l'ordre constitutionnel, les religieux avec leur sagesse maintiennent, entretiennent et consolident la paix dans notre cher pays : ce qui, entre autres, est bien dans leur mission divine d'être et de faire sur cette terre de Guinée.

Mamadou Taran Diallo  
Conakry, le 31/5/2023